

ÉPISODE CÉVENOL 4

4 juin 2019

Un courant d'air et de rivière

Patrimoine communal saint-jeannais : on brade !

Le lundi 27 mai au matin, sur la D 983 près de Saint-Jean du Gard, on pouvait voir un peloton. De cyclistes ? Non, de Surveillance et d'Intervention de la Gendarmerie (PSIG). Les PSIG ont pour mission, d'après wikipédia, "l'intervention sur les points sensibles civils et militaires" et "l'intervention d'urgence dans le cadre d'un attentat terroriste".

Mais là, ces robocops, arrivés dans six véhicules avec d'autres forces de police et de gendarmerie, venaient assurer la sécurité de l'agent de France Domaine chargé de l'évaluation d'une propriété communale que la municipalité saint-jeannaise se propose de vendre. Il s'agissait de La Borie, site historique de la résistance contre un projet de barrage, qui depuis plusieurs décennies reste un lieu collectif, animé par un esprit libertaire et égalitaire.

Le soir même, le sujet est évoqué, ou plutôt survolé, dans une réunion du conseil municipal. Le point, d'abord mis à l'ordre du jour, est relégué en fin de séance, à titre de simple information. On apprend alors que le maire a signé il y a peu avec une particulière, Mme Austin, une convention d'occupation précaire avec option d'achat. Nous n'en saurons pas plus car, en raison des réactions houleuses des protestataires présents dans la salle, M. Ruas lève la séance, visiblement soulagé de ne pas avoir à développer.

Une vente de la Borie ? Première nouvelle ! Si quelqu'un en avait entendu parler précédemment, qu'il nous fasse signe et qu'il nous dise dans quelle réunion du conseil municipal il en a été question. Dans tous les cas, le samedi 25 mai, la potentielle propriétaire était déjà sur les lieux et avait engagé des travaux d'aménagement.



Elle a même écrit une petite lettre aux membres du collectif pour les rassurer sur ses motivations, affirmant qu'elle était contre la violence et pour le respect de l'environnement. (Elle s'est effectivement opposée à la présence des PSIG et autres forces d'intervention à La Borie, et l'agent de France Domaine a finalement fait son estimation - un peu à l'arrache, apparemment- avec la seule protection de la police municipale).

Mme Austin envisagerait sur le site un projet social et "vert", avec des bivouacs, de l'aromathérapie et une "forêt comestible". On peut quand même se demander si cet endroit magnifique ne pouvait pas rester un lieu public, participatif, non commercial, dans le respect de son histoire et des gens qui y vivent.

Pour plus d'informations :
<https://laborie.noblogs.org>

Les postiers et les postières en grève

« On ne nous parle que de rentabilité ! On voit la déshumanisation du métier. C'est de la répression et du flicage. Tout a changé en 10, même 5 ans. » Yolaine, factrice depuis 20 ans, nous parlait le 21 mai. Elle était parmi les postières et postiers cévenols qui venaient d'entrer en grève illimitée pour, selon le communiqué CGT, « mieux faire leur travail et assurer un véritable Service Public Postal de qualité sur la centaine de communes qu'ils distribuent. »

Il y avait une forte mobilisation à Saint-Jean du Gard, Anduze, Lédignan, Le Vigan, Marguerites, Quissac, Saumane, Saint-Hippolyte du Fort, Valleraugue et Trèves. Les syndicalistes parlent « d'une logique de rentabilité capitaliste » à La Poste qui impose des réorganisations permanentes, des fermetures et des réductions de service. Les postiers (ières) de Saint-Jean du Gard ont vu leur travail centralisé à Anduze et seront obligé(e)s de continuer jusqu'à 16h30, plutôt qu'à 14h30.

Marie-Pierre était d'accord avec Yolaine : « C'est plus du tout humain. C'est la rentabilité à tout prix et le déni du service public. » La CGT se plaint d'un management agressif de l'entreprise et de la direction d'établissements qui maintiennent des pressions permanentes et organisées comme le recours abusif et systématique aux sanctions disciplinaires, l'infantilisation et le mépris envers le personnel.

Damien, gréviste, nous a expliqué que les facteurs n'ont plus ni le droit ni le temps pour faire des petites visites aux personnes âgées, sauf chez des clients qui paient. « Il veulent monétiser le lien social. » Il a ajouté : « Notre client principal est Amazon, ce ne sont plus les particuliers ou les entreprises du coin. »

D'une immigration à l'autre

Vendredi 14 juin, la compagnie Emeranox viendra présenter son spectacle « Noir comme une présence » à la Maison Mazel de Falguière. A travers chants et représentation théâtrale, l'histoire nous replonge dans la vie des mines, là d'où remonte le charbon, les machines, les hommes et les souvenirs... Un moment pour se rappeler ces milliers de travailleurs venus de toutes régions du pays, mais aussi de Belgique, d'Italie, d'Espagne ou d'Algérie, pour alimenter le besoin de

main d'œuvre que nécessitait l'expansion minière du bassin Alèsien. Ce sont la dureté du travail, les risques d'accidents et les conditions difficiles qui seront racontés bien sûr, mais aussi la fierté du métier, la solidarité, les luttes et les fêtes où tous se retrouvent.

Cette soirée permettra également de nous interroger sur cette immigration passée, arrivée dans la région pour trouver du travail ou pour fuir une répression politique, mais aussi de faire le lien avec l'exil d'aujourd'hui. Car si l'industrie minière n'est plus le principal secteur d'embauche, l'exploitation et l'utilisation de main d'œuvre immigrée pour de nombreux travaux difficiles et sous payés restent de mise. Un repas de soutien clôturera cette soirée, il sera préparé par les familles réfugiées accueillies au village et dont l'argent récolté leur sera reversé. Une occasion de faire revivre le passé par le présent, et de croiser les regards...

Noir comme une présence par la compagnie Emeranox Spectacle suivi d'un repas de soutien préparé par les familles réfugiées accueillies au village. Prix libre. Vendredi 14 juin à 18h. Maison Mazel à Falguière, St-Jean du Gard.

La campagne contre Linky bat son plein

Le Collectif Stop Linky a organisé le 29 mai une réunion publique d'information sur les compteurs Linky, dits « intelligents », que la société Enedis déploie dans tout le pays depuis quelques années. La commune de Saint-Jean du Gard devrait être bientôt concernée et de nombreux habitants s'y opposent.

Beaucoup se demandent ce qu'il est possible d'entreprendre pour empêcher une pose de compteur qui n'est pas obligatoire contrairement aux assertions d'Enedis. Pour signaler son refus, il est possible d'envoyer à cette société une lettre en recommandé avec accusé de réception (voir lettres type) dont une copie peut être accrochée à son compteur. Dans le département du Gard, comme dans d'autres, une procédure collective de demande de mesures conservatoires est intentée contre Enedis pour refuser l'installation ou demander la désinstallation des compteurs Linky.

Il va également être nécessaire de protéger les compteurs, en particulier s'ils sont facilement accessibles. Pour plus d'informations, veuillez prendre contact avec le collectif de St Jean du Gard présent aux marchés du mardi et du samedi ou en le contactant sous : stoplinky-st-jean-du-gard@laposte.net tel: 0603649816

Nous nous réunissons chaque dimanche à 10h. Pour nous contacter ou recevoir le bulletin par mail, écrivez à : episodecevenol@laposte.net